



Déterminés jusqu'au retrait !

Ateliers SNCF Quatre-Mares

11/04/23

Les manifestations du 6 avril ont une fois de plus été nombreuses, et ont rassemblé dans les rues des grandes villes, mais aussi des petites, des jeunes, des travailleurs, des retraités. De quoi faire trépigner le gouvernement, pour qui tous les moyens sont bons pour décourager ceux qui luttent : lacrymos, gardes à vue, menaces judiciaires contre des grévistes... Mais force est de constater pourtant qu'après onze journées de mobilisation, le mouvement est encore bien vivant.

Ils en sont malades

La veille du 6 avril, l'intersyndicale s'était rendue à Matignon sur l'invitation de la Première ministre... Pour en ressortir après une heure de réunion. Visite chez une Élisabeth Borne qui avait annoncé par avance qu'il n'y aurait pas le moindre espace pour une négociation, sans doute attendue par les directions syndicales. Mais le gouvernement essaye maintenant de temporiser : il veut respecter la « convalescence » des travailleurs qui auraient à avaler la pilule de la réforme. Pour l'instant les manifestants sont en pleine forme, c'est le gouvernement qui est malade de nous voir toujours dans la rue !

Face à l'opposition qui continue de s'exprimer, le gouvernement a choisi la stratégie de la matraque. S'il espérait peut-être au début compter sur l'encadrement du mouvement par les directions syndicales pour contenir la colère, ou simplement sur la lassitude, il a changé son fusil d'épaule. D'autant qu'en plus des journées d'actions, les rassemblements spontanés de travailleurs en colère se sont multipliés après l'annonce du 49.3, avec des liens qui se tissent entre les secteurs en grève, qui se donnent mutuellement du courage pour continuer. D'où la peur du gouvernement des patrons, qui a durci la répression, les arrestations arbitraires, les réquisitions. Mais l'abus de pouvoir est parfois un peu trop visible : à Rouen, le tribunal administratif a décidé de suspendre les réquisitions de grévistes à la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher, et à Paris des interdictions de manifestations ont été annulées.

Une seule réponse : la mobilisation

Pendant que Borne fait face à la grande muraille des mobilisations, Macron préfère partir visiter la Chine. Voyage diplomatique dont on retient surtout une petite phrase du genre de celles qui attisent la flamme : « Quel est le taux de gréviste depuis quinze jours ? Il est à un niveau historiquement très faible. (...) Qu'on n'aille pas m'expliquer que le pays est à l'arrêt... » Son mépris habituel pour les travailleurs masque mal le malaise du président face à trois mois de mobilisation sur les retraites, auxquels s'ajoutent les nombreuses grèves sur les salaires qui témoignent d'une ébullition dans divers secteurs du monde du travail. Ébullition dont le patronat et le gouvernement craignent plus que tout qu'elle se généralise. Car c'est bien cette propagation de la grève qui pourra faire mentir Macron. Il sait bien que la grève des éboueurs pourrait reprendre à Paris. Il sait bien que d'autres pourraient les suivre. Et il sait bien que la majorité de la population soutient toujours le mouvement. Vendredi 14 avril, c'est au Conseil constitutionnel de donner son feu vert à cette loi. Il n'y a aucune illusion à avoir sur cette institution faite de vieux politiciens à la retraite. Pour mémoire, le dernier projet censuré par le Conseil était la proposition de taxer les très hauts revenus à 75 % sous le gouvernement Hollande. Le Conseil écarte les réformes quand on lui demande. C'est sous la pression que le mouvement réussit à mettre sur le gouvernement et le patronat que les « sages » du Conseil retoqueront peut-être deux ou trois éléments annexes, histoire de laisser entendre qu'on pourrait éviter le pire lors de l'application du projet de casse des retraites. Et Laurent Berger lui emboîte le pas, en annonçant sur BFM qu'il ne « remettra pas en cause la légitimité du Conseil constitutionnel »... Mais nos vies valent plus que la constitution de la République !

Le 13, il faudra être encore plus nombreux que jeudi dernier en grève et en manifestation... Et le 14 on continue ! Si Macron et Borne n'ont pas compris, et font valider par le Conseil leur réforme déjà passée à coups de 49.3, la colère pourra monter encore d'un cran. Elle ira jusqu'au retrait !



FÊTE NPA ROUEN-AGGLO

Samedi 13 Mai de 16h à minuit !
MJC Saint Sever



Exposition Librairie

Urgence Révolution !

Entrée, débat et concert 5 €
Entrée, débat, concert et repas 8€/12€/20€ (sur réservation)

DÉBAT SUIVI D'UN REPAS

CONCERT À 21H30 DU GROUPE
« DRIVE IN SATURDAY »

 npa_rouen_agglo /npa_jeunes_rouen
  NPAagglorouen

NPAROUE.NCOMMUNIQUE@GMAIL.COM

Réservez vite vos places !!!

Ça ruisselle ?

606€ chez Voyageurs, 650 à Réseau, 1200 pour G&C, l'annonce annuelle du montant de l'intéressement a fait réagir dans toutes les SA. Surtout lorsque chaque agent a encore en tête le bénéfice record de 2,4 Md€ réalisé par le groupe en 2022. Et pourquoi tant d'euros de différence alors que tous nos métiers sont indispensables pour faire rouler les trains et offrir un service de qualité aux usagers ? Après 8 ans de gel des salaires dans une entreprise où certains métiers sont encore payés sous le SMIC, ce qu'il nous faut ce sont de vraies augmentations de salaires, pas des primes jetées comme un os à ronger et qui alimentent le corporatisme ! Avec 400 euros d'augmentation pour tous, on aurait de quoi les financer les retraites !

La répression ne nous fera pas taire !

Notre collègue cheminot Sébastien, âgé de 50 ans et père de trois enfants, qui bosse au technicentre Sud-Est Européen a été éborgné jeudi 23 mars dernier alors qu'il manifestait pacifiquement pour protester contre la réforme des retraites. Ce militant ouvrier, syndicaliste, a reçu dans l'œil des éclats d'une de ces grenades de désencerclement que les brigades de répression balancent par centaines sur les manifestants depuis le recours au 49-3. A Rouen, c'est Doris, AESH (accompagnante d'élèves en situation de handicap) dans un collège de la rive gauche qui a perdu son pouce suite à des jets de grenade par la police en bas de la rue

Jeanne d'Arc ce même jeudi. Et quand elle ne mutile pas, la police arrête arbitrairement ! Notre collègue cheminot Eric, de Paris-Nord a passé 48h en garde à vue après avoir été arrêté sans aucune raison jeudi 6 avril à la fin de la manifestation parisienne.

Cette répression violente ne fait pas dans le détail, cherchant ainsi à nous dissuader de manifester contre cette loi patronale. Mais c'est aussi le symptôme d'un pouvoir fébrile. Alors, plus que jamais, c'est le moment de tous nous mobiliser !

Berger fait-il une offre de service ?

Sans rien lâcher sur le fond, la Première ministre, Élisabeth Borne, appelle désormais à ne pas « brusquer les choses » et à respecter « une période de convalescence » afin d'éviter que les syndicats ne « sortent humiliés de cette séquence » de la réforme des retraites.

Parole mielleuse qui ne change rien au fait que Borne veut plus que jamais imposer la retraite à 64 ans. Cette déclaration a cependant réjoui le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, qui avait lui-même appelé à respecter un « délai de décence » avant toute discussion sur de nouveaux sujets. « Le message de ce matin est plus respectueux que celui qui nous était venu de Chine », a-t-il réagi. Il a de plus tenu à saluer « le respect et la franchise » d'Élisabeth Borne lors des discussions en dépit de « désaccords persistants sur l'application et le contenu de la réforme ». Bref, Berger se met en avant à nouveau comme le leader syndicaliste raisonnable avec lequel on peut discuter. Mais nous qui continuons de manifester dans la rue ne voulons pas d'aménagement « du contenu de la réforme », mais bien son retrait ! Et c'est en assemblée générale que nous pourrions décider d'une stratégie victorieuse pour notre lutte, en toute indépendance de ceux qui se proposent de dialoguer.

Solidarité internationale

Dans plusieurs pays : Grèce, Allemagne, Italie... des rassemblements devant les ambassades et consulats français ont été organisés pour soutenir la lutte des travailleurs français contre la réforme des retraites. En Italie des travailleurs ont fait une heure de grève, arborant des pancartes pour affirmer leur soutien à leurs frères de classe transalpins. Il s'agit d'un signal, certes symbolique, mais en même temps sans équivoque, montrant que, par-delà les frontières, les travailleurs ont les mêmes ennemis et les mêmes intérêts à défendre.

nparouen.communique@gmail.com
www.facebook.com/NPAaggloRouen
www.instagram.com/npa_rouen_agglo